

a en poche au moment actuel deux commissions du Gouvernement de la province d'Ontario pour enquêtes diverses. Cependant, nous n'entendons pas un mot de protestations de la part de ces honorables messieurs.

M. MORPHY: Pourquoi l'honorable député prétend-il que la commission royale d'enquête au sujet de la Farmers' Bank confiée au juge en chef Meredith est à la fois dangereuse et inutile?

M. MACLEAN (Halifax): Je ne me propose pas de débattre longuement ce point.

M. MORPHY: Je ne désire pas discuter, mais je voudrais obtenir une réponse à ma question.

M. MACLEAN (Halifax): Je n'ai fait que répéter ce que j'avais déjà dit que cette enquête est inutile et dangereuse. La plupart des députés des deux côtés conviendront sans doute que la commission ne peut faire enquête que sur une matière jugée deux fois, peut-être trois fois par les tribunaux de la province d'Ontario. La vraie question découlant de la banqueroute de la Farmers' Bank, n'est pas celle de l'octroi du permis autorisant les opérations de la banque, mais bien celle de savoir si ce permis a été obtenu par des moyens légitimes ou non. Je faisais remarquer, lorsque l'honorable député m'a interrompu, que nous n'entendons pas réclamer aujourd'hui du côté conservateur contre la nomination de juges comme commissaires. Si on réclame, les réclamations ne parviennent pas jusqu'aux oreilles des députés de la gauche, ce sont des voix qui crient dans le désert.

Permettez-moi de faire ressortir par un exemple le grand contraste qui existe entre les réticences d'aujourd'hui et les protestations bruyantes d'il y a quelques mois, de la part du parti conservateur, au sujet du contrat pour le fusil Ross. Je n'examinerai pas ici la valeur du fusil Ross comme arme de guerre. Seulement, je ferai remarquer à ces honorables messieurs que lorsqu'ils siégeaient à votre gauche, ils n'ont cessé de protester contre l'achat de ce fusil par le ministre de la Milice et ils ont demandé aux électeurs du Canada de censurer le Gouvernement à cause de cette action. Où sont donc aujourd'hui les adversaires du fusil Ross? Ils n'ont pas élevé la voix durant la présente session, ils sont restés aussi silencieux que les momies dans les tombes des pharaons, ce qui est d'ailleurs, fort agréable à tous les points de vue pour le ministre de la Milice. Je vois le député de Peel (M. Blain) qui me regarde en souriant il a protesté avec véhémence et grand bruit contre la carabine Ross, il y a une ou deux sessions, mais cette année, il est resté muet. Est-ce que par hasard le fusil Ross sera devenu meilleur ou plus mauvais que les années pas-

sées? Je crois pour ma part que c'est un bon fusil dont nous continuerons à faire usage dans le pays; il se pourrait même qu'il fut supérieure au fusil dont on se sert dans les autres pays du monde.

Je ne parlerai pas de beaucoup d'autres cadavres gisants dans les salles sombres et dans la cour de la maison ministérielle. Je veux maintenant parler que de choses qui regardent le ministère des Finances. Nous nous souvenons tous que lorsque ces messieurs siégeaient à votre gauche, ils protestaient très vigoureusement contre l'augmentation annuelle des dépenses publiques. On nous disait que le contribuable était saigné à blanc, écrasé sous le poids intolérable des impôts que lui infligeait le Gouvernement libéral. Eh, bien, constate-t-on aujourd'hui quelque diminution dans les impôts ou les dépenses? Au contraire, monsieur l'Orateur, dans le court espace de temps que ces messieurs occupent les banquettes du trésor, les dépenses ont augmenté d'une manière alarmante. Je dois exprimer mon regret de ce qu'on ait tant retardé à nous soumettre les crédits supplémentaires. Il a été très difficile dans les quelques jours qu'il nous restait de les étudier. L'opposition n'en a pas fait une critique suivie parce que le temps lui manquait pour cela. Prenons par exemple les crédits affectés à la Colombie-Anglaise, malheureusement, pas un seul député de cette province ne siège à votre gauche. Par conséquent, on comprendra facilement combien il est impossible pour l'opposition de critiquer ces crédits dans un temps aussi bien limité. La Chambre aimera peut-être à connaître l'opinion du parti conservateur à ce sujet il y a quelques années. En 1896, le ministre actuel du Commerce demandait à M. Fielding s'il se proposait de soumettre des crédits supplémentaires, et un dialogue eut lieu. M. Fielding disait qu'il les soumettrait bientôt. M. Foster lui répondait:

Si l'honorable député veut suivre mon exemple en ces dernières années il n'en soumettra pas du tout.

Sur ce point, tout au moins, le Gouvernement du jour ne s'inspire pas du ministre du Commerce, car il est vrai qu'avant 1896, il n'en avait pas soumis depuis quelque temps.

M. LEMIEUX: Il n'avait pas d'argent.

M. MACLEAN (Halifax): Mais le ministre du Commerce a dit quelque chose encore plus intéressant. En 1899, il s'informait si le ministre des Finances soumettrait d'autres crédits supplémentaires et ses commentaires à ce sujet paraîtront aujourd'hui assez amusants:

On dit au dehors et dans les journaux qui sont censés savoir ce qui se passe, qu'on nous soumettra des crédits au montant de \$7,000,000. Les députés partent déjà et c'est une